

Recherches sociographiques



Jean PANNETON, *Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, 1860-2010*, Québec, Septentrion, 2010, 375 p.

Ollivier Hubert

Volume 52, numéro 3, septembre–décembre 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007699ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007699ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hubert, O. (2011). Compte rendu de [Jean PANNETON, *Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, 1860-2010*, Québec, Septentrion, 2010, 375 p.] *Recherches sociographiques*, 52(3), 897–899. <https://doi.org/10.7202/1007699ar>

Jean PANNETON, *Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, 1860-2010*, Québec, Septentrion, 2010, 375 p.

Si les histoires de collèges constituent un genre en soi, la récente monographie consacrée au Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières en représente certainement une manifestation à tous égards exemplaires. Rédigé dans une langue franche et complice par le supérieur actuel de l'établissement, une école secondaire privée catholique agréée par le gouvernement du Québec, édité et préfacé par Denis Vaugois, un ancien du collège, révisé notamment par l'historien René Hardy, un autre ancien, publié à l'occasion des 150 ans de la maison, l'ouvrage est sans ambiguïté inscrit dans la logique de l'*alma mater*. L'exercice d'autocélébration offre un double intérêt. Comme récit historique, il livre au public une foule d'informations précieuses qui font de son objet un cas utile à la reconstitution de l'évolution des collèges classiques, si centraux dans l'histoire des élites masculines du Québec. Comme produit contemporain d'une institution, il se présente comme un document permettant de saisir certaines stratégies de promotion employées dans un marché concurrentiel.

Sur le plan du récit historique, on est inévitablement amené à tenter de partager ce qui, dans cette trame, relève du particulier de ce qui relève du général. Nous sommes en cela peu aidés par l'auteur qui trace l'histoire de son collège sans chercher à la replacer dans un contexte qui dépasse l'échelle locale. Né un peu tardivement à l'initiative de notables trifluviens, l'établissement connu des débuts difficiles en particulier en raison de l'hostilité d'une maison voisine et plus ancienne, le Séminaire de Nicolet. Les difficultés financières de la corporation, l'incapacité des pouvoirs publics à assurer un soutien suffisant, les limites évidentes de la capacité de payer des familles qui poussent à diversifier les programmes pour élargir le bassin de recrutement : autant de traits identifiables dans les commencements de nombreuses institutions du même type et qui conduisirent les acteurs vers une solution commune : se placer sous la tutelle de l'Église catholique. Le « Collège des Trois-Rivières » devint le « Séminaire Saint-Joseph » en 1874. Cette mutation ne changea pas le quotidien des enfants : enseignements, discipline et personnel étaient avant l'affiliation diocésaine compatibles avec la promotion des vocations sacerdotales et l'évêque ne tenta pas de faire de l'établissement un petit séminaire « pur », comme on disait à l'époque, c'est-à-dire fermé aux préoccupations professionnelles laïques. Pourtant, le quasi-monopole clérical sur la formation des élites nationales aura sans doute d'autres effets que la croissance du nombre des candidats à la prêtrise ; cette question reste largement à traiter par la recherche historique.

Comme ailleurs au Québec, la section commerciale s'avéra particulièrement dynamique, même si les maisons ont en général tendance à gommer de la mémoire institutionnelle la vigueur de cette filière moins prestigieuse. À quelques reprises, l'auteur aborde l'épineux problème de l'origine sociale des élèves. Faute d'une démarche adéquate, il ne peut que livrer des généralités et affirmer, sans pouvoir le prouver, que le Collège n'était pas, et n'est pas, une « école de riches » (p. 220). La rhétorique égalitariste des adversaires du secteur privé poussa en effet ce dernier à développer dès le 19^e siècle un contre-discours visant à convaincre

l'opinion de son accessibilité. La politisation de la question n'aide pas à y voir clair et, là encore, une étude scientifique, qui tiendrait compte des filières, des possibilités offertes par l'externat et surtout se fonderait sur une lecture fine du corps social, est attendue.

Jean Panneton suit avec intelligence les actions des dirigeants du collège, qui se débattirent avec des problèmes constants de financement, particulièrement liés à la nécessité d'assurer continûment la croissance de la capacité d'accueil. Il montre la précarité d'une institution qui doit sans cesse inventer de nouvelles sources de crédits et dépendre pour cela des volontés de ses multiples bailleurs de fonds. Les parents produisent les revenus ordinaires, mais il faut être créatif pour subventionner des projets de développement : c'est ici que les réseaux cléricaux et bourgeois sont mobilisés. Les milieux populaires contribuèrent d'une manière plus indirecte à la survie d'un établissement qui ne les concernait que marginalement : en fournissant sans doute le gros des effectifs des religieuses chargées de l'entretien, du linge et des cuisines pour un salaire dérisoire. L'auteur leur rend un bel hommage. Il est possible de croire que les professeurs ecclésiastiques, travaillant eux aussi pour peu d'argent, étaient en majorité issus des familles parmi les plus modestes ayant pu envoyer un fils au cours classique.

L'auteur met les affaires de gestion assez en avant, ce qui rejette un peu dans l'ombre d'autres aspects, tels que le vécu des enfants et des adolescents ou l'histoire des matières scolaires. On ne saurait lui en tenir rigueur. D'une part, c'est un défaut commun de ce champ historiographique, encore assez dominé par les logiques institutionnelles. D'autre part, l'insistance sur les questions matérielles permet les développements les plus neufs de l'étude, particulièrement dans les sections qui abordent la mutation des années 1960. Les rapports LAFRENIÈRE (1956) et PARENT (1961) ouvrent une période ambiguë, faite d'espoirs d'une croissance possible vers le niveau universitaire et de remises en cause fondamentales : « Est-il encore un devoir, pour l'Église, de maintenir et d'administrer une école, à la poursuite d'autres objectifs que la religion et la patrie ? » (p. 204). Les modifications du programme, la chute des vocations et la nécessité de payer des professeurs laïcs, la fin officielle du monopole clérical sur les études menant à l'université, plongeaient l'institution dans une crise protéiforme et violente. Les idées de tradition et de distinction sur lesquelles était fondée la stratégie de recrutement de l'établissement semblaient soudainement démodées.

C'est ici que l'objet de ce livre peut être appréhendé au-delà du travail historique comme un document pour analyser le spectaculaire processus de reconstruction identitaire opéré par le secteur privé catholique depuis les quarante dernières années, avec un succès manifeste. La contribution de Jean Panneton illustre en effet de manière saisissante à quel point le discours rancunier sur la « fin des collègues classiques » (même si une nostalgie continue d'inspirer certains passages de l'ouvrage, public des « anciens » oblige) a été dépassé pour laisser place à une lecture optimiste de l'histoire institutionnelle qui renoue le fil entre « Le bel aujourd'hui » (titre de l'importante quatrième partie) et les glorieuses pages d'un passé qui n'est plus révolu. La mixité, la démocratie étudiante, la laïcisation et la féminisation du personnel, sa syndicalisation, la modernisation même des savoirs, sont ici présentés comme des évolutions globalement positives qui interviennent sur un fond de continuité composé d'éléments qui forment une image de marque :

importance de l'encadrement et des valeurs chrétiennes (mais ouverture à la diversité), sélection des élèves et des professeurs, ancienneté et respectabilité de la maison. Ce livre est donc une belle réussite, qui renoue avec succès avec la formule qui définit le genre : l'illustration d'une modernité déployée sur fond de tradition. Il est encore richement illustré.

Ollivier HUBERT

*Département d'histoire,
Université de Montréal et CIEQ.
ollivier.hubert@umontreal.ca*

Suzanne CLAVETTE, *Gérard Dion. Artisan de la Révolution tranquille*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, 648 p.

Gérard Dion fut un important artisan de la Révolution tranquille et y apporta deux grandes contributions bien mises en évidence dans la biographie écrite par Suzanne Clavette. Dion fut d'abord un intellectuel, au sens où on l'entendait au milieu du 20^e siècle, engagé par ses écrits percutants dans la promotion de changements politiques et institutionnels qui s'imposaient dans le Québec des années 1950 et 1960. Clavette montre aussi que « l'abbé » – comme on l'appelait familièrement dans le milieu syndical et au Département des relations industrielles de l'Université Laval qu'il a fondé –, a été un homme d'action impliqué dans les luttes syndicales des années 1950, un acteur de premier plan, comme conseiller du Prince, dans l'élaboration de lois sur les relations de travail et dans les réformes institutionnelles mises en place dans les années 1960 au Québec. À travers la vie de l'abbé Dion, c'est aussi toute la genèse de la Révolution tranquille qui est racontée dans cet ouvrage bien documenté, à lire non seulement pour connaître la trajectoire d'un homme hors du commun, mais aussi pour en savoir plus sur une époque marquante de l'histoire de la société québécoise.

La biographe a finalement trouvé peu de choses à dire sur l'enfance et la jeunesse de Gérard Dion, mais elle décrit bien dans quel climat social, politique et culturel il a fait ses études et dans lequel il a choisi de devenir prêtre. Le jeune Dion a été marqué par la pensée de Lionel Groulx, au point d'être qualifié par Clavette « d'ardent nationaliste », mais plus précisément, un nationaliste canadien-français qui a rejeté plus tard le « séparatisme ». Très vite, il a pris ses distances avec le célèbre chanoine, étant intéressé par « la question sociale » plutôt que par la « question nationale », pour reprendre une dichotomie typique de cette époque, Dion ayant été marqué par le catholicisme social et les grandes encycliques papales de la première moitié du 20^e siècle. La lecture de cette biographie aide à comprendre la pensée et les idées politiques de cette génération d'intellectuels canadiens-français catholiques et nationalistes qui a lutté pour la promotion des intérêts de l'ancien Canada français, caractérisé par ce qu'on appelait « l'infériorité économique des Canadiens français », alors la grande question sociale débattue sur la place publique. Devant la montée du mouvement indépendantiste dans les années 1960, il préféra plutôt défendre le fédéralisme renouvelé et faire la promotion de la dualité nationale canadienne.